JOURNAL EN FRANÇAIS FACILE

Brésil: Lula réélu président / Serbie: défaite d'Aleksandar Vucic / Israël: veille de législatives...

Publié le : 26/10/2026 - 19:07

Transcription :

Vous écoutez RFI. Soyez les bienvenus si vous nous rejoignez.

Il est 16 heures en temps universel, 13 heures à Brasilia, 17 heures à Paris.

Sophie Pouzeratte.

Lundi 26 octobre.

Un nouveau Journal en français facile marqué par plusieurs élections dans l'actualité internationale, avec le Brésil, tout d'abord. Le pays s'est réveillé avec Lula

de nouveau président. Le dirigeant de centre gauche est réélu à la tête du pays et c'est une surprise.

Autre victoire, celle des étudiants en Serbie. C'est leur liste qui a gagné les élections législatives organisées en avance dans le pays. Le résultat du vote marque, donc, la défaite du dirigeant Aleksandar Vucic.

Des législatives au programme demain en Israël. Les électeurs de l'État hébreu vont décider de l'avenir du gouvernement de Benyamin Netanyahu, au moment où le Premier ministre lance une opération militaire en Cisjordanie occupée. Plus de 3 000 Palestiniens ont déjà dû être déplacés.

La joie des partisans de Lula qu'on peut entendre. Ils chantent son nom pour fêter sa victoire. Les urnes ont parlé. Le président sortant du Brésil a gagné, avec un peu moins de 52 % des voix. C'est le résultat du second tour de l'élection présidentielle. Le dirigeant de centre

gauche, qui fêtera ses 81 ans ce mardi, repart donc pour un quatrième mandat à la tête du pays. Et c'est une véritable surprise, car, au premier tour, il était derrière son rival d'extrême droite, le sénateur Flavio Bolsonaro. Face à cette remontée inédite – c'est-à-dire jamais vue auparavant –, Flavio Bolsonaro annonce qu'il va demander l'annulation des élections. Il ne reconnaît, donc, pas le résultat du vote pour l'instant. Et, si les partisans de Lula expriment leur joie et leur soulagement après cette victoire inattendue, certains savent déjà que gouverner sera compliqué, car le Parlement du Brésil est composé, en majorité, de membres du camp adverse, celui de Flavio Bolsonaro. C'est le cas d'André, que notre envoyé spécial à Sao Paulo, Achim Lippold, a rencontré.

« Ce sera difficile pour Lula, parce que le Parti libéral domine la Chambre des députés. À la Chambre comme au Sénat, les parlementaires sont majoritairement à droite. Il va, donc, falloir négocier. Mais, quand on voit

le nombre de personnes qui se sont rassemblées sur l'avenue Paulista hier ou encore il y a deux semaines, cela montre vraiment la force du peuple et je pense que c'est important pour rééquilibrer les pouvoirs. Lula va y arriver, même si gouverner pendant ces quatre années sera très difficile. Avec la mobilisation populaire dans la rue, je crois qu'on peut parvenir à une situation meilleure. »

Cette victoire de Lula au Brésil, saluée à l'international. À commencer par ses voisins d'Amérique du Sud : « Vive la démocratie, c'est le peuple brésilien qui a gagné », a écrit la présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, sur le réseau social X. Des félicitations, également, depuis l'Europe, de la part d'Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne. Mais aussi de la Chine, qui se dit prête à continuer à travailler avec le Brésil, et de la Russie. En revanche, du côté des États-Unis, Donald Trump garde le silence. Le président américain, fervent soutien du camp Bolsonaro, n'a, pour

l'instant, pas réagi.

On parlait de la réaction de la Russie à la réélection de Lula au Brésil. Moscou a, aussi, réagi à d'autres élections : les élections législatives qui ont eu lieu en Serbie et dont le résultat signe la défaite d'Aleksandar Vucic. Le Kremlin, proche du dirigeant nationaliste, dit espérer une relation « constructive » avec les nouvelles forces qui arriveront au pouvoir. Ces nouvelles forces, ce sont celles du mouvement étudiant, vainqueur du vote. Un mouvement qui manifestait pendant deux ans contre la corruption et qui a créé une liste de candidats pour ces législatives, avec un objectif clair : battre Aleksandar Vucic. À présent, c'est fait, et les citoyens que notre correspondant a croisés à Belgrade se sentent littéralement libérés. Mais ils ont, aussi, conscience que la tâche à accomplir pour recréer une société normale et fonctionnelle sera difficile. C'est le cas de Jelena Glusac, journaliste.

« Nous avons un énorme travail devant nous, aussi bien dans les médias que dans la société. Nous avons très longtemps vécu une période très sombre. La liberté d'expression était en train de disparaître. Les journalistes avaient peur pour leur sécurité, tandis que les médias qui mentaient le plus en faveur du pouvoir recevaient le plus de subventions publiques, de façon répétée. La situation était très difficile. C'est pourquoi j'espère vraiment qu'un nouveau chapitre s'ouvre. Un chapitre qui va nous permettre de repartir à zéro. Il faut rendre le média de service public aux citoyens, lui restaurer son rôle. Il faut rétablir les obligations et garde-fous du service public, qui ont été ignorés si longtemps. »

Un témoignage recueilli par notre correspondant à Belgrade, Laurent Rouy.

Deux scrutins terminés, donc, dans l'actualité, et un autre qui s'apprête à avoir lieu ce mardi : les élections

législatives en Israël. Des millions d'électeurs ont rendez-vous dans les bureaux de vote demain pour décider du sort du Premier ministre, Benyamin Netanyahu, et de sa coalition d'extrême droite au pouvoir. Et c'est dans ce contexte qu'une vaste opération militaire est en cours en Cisjordanie occupée, depuis vendredi. Elle se déroule dans deux quartiers de la ville d'Hébron. Après l'attaque armée qui a coûté la vie à deux soldats israéliens, Benyamin Netanyahu a dit vouloir « détruire cet endroit et le transformer complètement ». Les deux attaquants venaient de ces quartiers, selon l'armée ; mais, pour les habitants, c'est une « punition collective ». Près de 3 000 personnes ont été déplacées depuis le début de cette opération militaire. L'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem met en garde contre une « campagne de nettoyage ethnique ». Le nettoyage ethnique, c'est une politique mise en place pour faire disparaître un groupe ethnique, c'est-à-dire les

membres d'un même peuple, d'un territoire précis. Notre correspondante, Manon Chapelain, a tenté de suivre l'un des habitants d'Hébron dans sa tentative de retour chez lui.

Dans le quartier de Deir al-Baha, impossible de rentrer. Les soldats israéliens tiennent la zone barricadée, menacent l'ensemble des journalistes et des habitants à bout portant. Cela n'arrêtera pas Hijazi Tamimi. Il souhaite retourner dans sa maison, occupée par l'armée, pour y récupérer des médicaments.

« Les soldats sont chez moi. Ils ont détruit l'intérieur de ma maison. Mais je suis prêt à creuser un tunnel pour y retourner. »

Le vieil homme est déterminé, passe tout d'abord sans problème devant les blindés. Mais, quelques heures plus tard, un appel : Hijazi Tamimi a été retrouvé inconscient, à terre. À l'hôpital, il est blessé [et] assure

avoir été agressé par l'armée.

« Ils m'ont insulté, puis un ou deux d'entre eux se sont mis à me frapper avec leurs pieds aux jambes, à la poitrine, aux épaules. L'un d'eux m'a saisi par la tête. Puis ils m'ont repoussé de force. J'ai continué à marcher jusqu'à ce que je parvienne à une zone habitée. Ensuite, je ne me souviens de rien. »

Il peine à respirer, parvient tout de même encore à prononcer :

« Nous ne partirons pas. Nous ne serons ni expulsés ni déplacés. Nous resterons sur nos terres, même si ce n'est réduit qu'à un tas de terre. »

Autour de lui, dans la salle d'hôpital, une discussion : en Israël, les élections. Peu de Palestiniens ont espoir que le résultat du scrutin [ne] change quoi que ce soit à leur destin. Manon Chapelain, Hébron, RFI.

Et, dans ce contexte, une commission de l'ONU accuse Israël d'« extermination » en Cisjordanie occupée et continue, aussi, d'accuser l'État hébreu de « génocide » à Gaza.

Dans l'actualité également, en France : une nouvelle journée de mobilisation se prépare ce samedi, pour la troisième semaine de suite. « Une journée à risques », selon le président, Emmanuel Macron. Il était à Marseille, aujourd'hui, la deuxième plus grande ville du pays, où des affrontements et des violences ont eu lieu en marge des manifestations du 17 octobre dernier. « On n'avait pas du tout anticipé les violences de cette journée », a reconnu le président, qui a aussi annoncé que les parcours des rassemblements de samedi prochain seraient prévus loin des centres des villes, pour protéger les commerces des risques de pillages. Ces rassemblements contre la vie chère rejoignent les mobilisations des lycéens, qui durent depuis plusieurs semaines. Ils réclament, notamment, la fin de

Parcoursup, la plateforme numérique sur laquelle ils doivent s'inscrire pour les études supérieures. Et, pour répondre à cette demande, le gouvernement organise un débat à l'Assemblée nationale, ce mercredi, pour évoquer l'avenir du processus d'orientation.

C'est la fin de cette édition du Journal en français facile.

Merci à vous de nous avoir écoutés.

Vous pouvez la réécouter, bien sûr, sur notre site internet francaisfacile.rfi.fr, ainsi que sur notre application RFI Pure radio.